



CONSEIL NATIONAL POUR LA TRANSITION CITOYENNE EN RD-CONGO

APPEL GENERAL A L'ELITE CONGOLAISE DE LA DIASPORA POUR LA MISE EN PLACE D'UN GOUVERNEMENT ELARGI DE TRANSITION CITOYENNE

Chers Compatriotes,
Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, l'expression « *Prenons-nous en charge* » prend tout son sens et cesse d'être un slogan pour devenir une réalité immédiate qui s'impose à nous.

Le 19 décembre 2016 marquait la fin du deuxième et dernier mandat de Monsieur Joseph Kabila en tant que Président de la République. Aujourd'hui, après le 19 décembre 2017, il n'y a aucune disposition qui prévoit concrètement son départ à la fin de ce mois. L'Accord de la Saint Sylvestre qui régit actuellement les institutions de la République expire le 31 décembre 2017 et, comme il n'y a aucun mécanisme prévu pour sa prolongation, le pays naviguera dans l'illégalité la plus totale, rendant ainsi toutes les institutions illégitimes en plus d'être déjà illégales.

Le seul résultat de l'Accord de la CENCO aura été le glissement institutionnalisé qui a simplement permis au régime de Joseph Kabila de se renforcer dans sa mission maléfique de l'exploitation, de l'occupation et de la balkanisation de notre pays. En plus, il est évident aujourd'hui et les faits montrent des signes clairs, que les élections n'auront jamais lieu avant le 31 décembre 2017 ; notamment, selon l'Accord de la Saint Sylvestre, c'était à la date du 30 septembre 2017 que la CENI devait convoquer les élections présidentielle et législatives.

Par ailleurs, la Commission électorale, qui auparavant s'accordait plus de 500 jours pour organiser les élections, a annoncé le dimanche 5 novembre 2017 que les élections présidentielle, législatives et provinciales ne se tiendront que le 23 décembre 2018. Selon ce chronogramme, le président Kabila restera encore au pouvoir au moins un an de plus et son successeur devrait prêter serment le 12 janvier 2019. Pour l'élection du Sénat qui n'a plus eu lieu depuis 2006, il faudra attendre le 6 mars 2019 pour le renouvellement.

Pendant ce temps, en octobre 2017, quatre millions et demi de Congolais sont devenus des déplacés internes et/ou des réfugiés en Angola, dont un tiers sont des enfants, à cause de « *la stratégie du chaos* » mise en œuvre par Joseph Kabila et son régime pour justifier le report indéfini des élections et, partant, se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible afin d'achever le processus de la balkanisation de notre pays.

Les rapports des organisations de la société civile, notamment le rapport d'enquête de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), publié en décembre 2017, relative aux « *Massacres au Kasai : des crimes contre l'humanité au service d'un chaos organisé* » démontrent que les crimes commis par le régime, principalement contre les populations civiles, peuvent relever de crimes contre l'humanité et invitent la communauté à prendre la mesure de la gravité de la situation en RDC.

Le nombre exponentiel des déplacés et de réfugiés n'est qu'une petite partie des conséquences incalculables du chaos général créé et entretenu par ce régime.

CONTACTS

Athanase MAPESSA, Coordonnateur Général – E-mail : mdi.rdc@hotmail.fr – GSM : 0032 493 10 93 12



CONSEIL NATIONAL POUR LA TRANSITION CITOYENNE EN RD-CONGO

En effet, depuis le début de l'année, au moins 5.000 Congolais sont morts dans les violences dans la région du Kasai. En Ituri, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, dans le Tanganyika et dans le Haut-Katanga, où se mêlent l'instrumentalisation des identités et la compétition pour l'exploitation des ressources naturelles, des violences continuent de drainer leur lot de morts et de misère.

Rares sont les Congolais qui peuvent encore satisfaire les besoins les plus élémentaires comme manger à sa faim, accéder à l'eau potable, se faire soigner correctement, étudier, ou vivre décemment de son travail. Comme si cela ne suffisait pas, le régime de Kabila s'emploie systématiquement à supprimer la liberté d'expression, la liberté de réunions et de manifestations pacifiques, et à censurer Internet et les rares médias qui s'efforcent d'informer objectivement les Congolais.

C'est pourquoi, pour la majorité des Congolais, la priorité aujourd'hui ne consiste plus à l'organisation immédiate des élections. Car, il est impossible d'organiser des élections démocratiques dans un pays occupé et en guerre. La solution ne consiste plus ni dans les dialogues sans fin au travers desquels la plupart des politiciens n'y trouvent que de l'opportunité de partager des postes, ni dans un nouveau report de la date des élections avec les mêmes personnes qui sciemment ne veulent pas que des élections démocratiques aient lieu.

Pour la justice, Monsieur Kabila et son régime doivent donc partir pour laisser place à une transition citoyenne neutre, dirigée par des personnalités intègres issues de la société civile de l'intérieur du pays et de la diaspora.

Concrètement, nous invitons le peuple congolais, d'une part, à se mettre debout pour s'assumer et à faire partir Joseph Kabila et son système de gestion du pays par tous les moyens en vertu de l'article 64 de la Constitution, et d'autre part, à soutenir une transition citoyenne pour stabiliser le pays et organiser des élections crédibles, réellement libres, apaisées et transparentes.

Nous croyons que l'étape des débats et de la conscientisation du peuple est révolue. Maintenant, il faut passer à l'action. C'est dans ce cadre que nous faisons appel à l'élite congolaise de la diaspora à se ressaisir et à s'identifier comme une possible force libératrice de notre pays. Pour cela, il faut se prendre en charge ici et maintenant autour d'une vision commune pour l'intérêt général du pays avec des objectifs concrets. Le sauveur de la RDC ne viendra pas d'ailleurs !

Chers Compatriotes,

L'élite congolaise de la Diaspora de par le monde entier, a jugé bon et utile de se mettre ensemble pour trouver les voies et moyens, sous forme d'un projet de société afin de libérer rapidement le pays et le peuple congolais de l'occupation dont ils sont victimes.

La diaspora est comme une population dispersée à travers le monde, elle est en effet partout. Dispersés, nous risquons de gaspiller nos énergies. Voilà pourquoi, comme l'on dit, « *l'union fait la force* », il faut nous ressaisir pour aller dans le sens d'un regroupement, d'un rassemblement de nos forces, de nos talents, de nos stratégies, de nos modes de financements, bref unissons-nous, car l'ennemi a fait de nous des « prolétaires », paupérisés, malmenés, écrasés, humiliés !

CONTACTS

Athanase MAPESSA, Coordonnateur Général – E-mail : mdi.rdc@hotmail.fr – GSM : 0032 493 10 93 12



CONSEIL NATIONAL POUR LA TRANSITION CITOYENNE EN RD-CONGO

Le présent appel s'adresse également à tous les compatriotes, y compris ceux de l'intérieur du pays, à tous les partis et mouvements politiques ainsi qu'aux organisations de la société civile, acquis au véritable changement systémique de gouvernance en République Démocratique du Congo.

Aussi, en nous donnant la main entre frères et sœurs d'une même famille, la Nation congolaise, nous allons tous nous rassembler dans le « *Conseil National pour la Transition Citoyenne* ». Chacun mettra dans le panier commun ce qu'il peut donner et ou ce qu'il est capable de faire pour le pays.

Nous mettrons de côté nos égos et nos divergences qui nous poussent à la paralysie, à cause de l'égoïsme et du culte de soi qui favorisent plutôt l'ennemi. En outre, il faut en prendre conscience, la division ou la dispersion est l'arme magique de l'ennemi, car il puise cette pratique dans la philosophie politique de Machiavel : « Diviser pour régner ! » Voilà pourquoi, pour tous ceux qui aiment le Congo, notre pays, du nord au sud, de l'est à l'ouest, l'impératif aujourd'hui, c'est de nous libérer, et notre force et notre arme, c'est l'union, le rassemblement, le regroupement des énergies, il faut une synergie puissante qui puisse faire trembler l'ennemi, l'occupant, pour décider celui-ci à lever le camp.

Nous savons pertinemment qu'il existe aujourd'hui à travers le monde plusieurs essais de mouvements, tous ont comme objectif : sauver un pays du gouffre, réhabiliter une population qui ne peut compter que sur son élite. Allons-nous faillir à cette mission urgente que nous impose l'histoire ? Certes, non, mais alors, passons aux actes, et rejoignons-nous sans plus tarder, en nous faisant signe, dès lecture de ce message et de cet appel patriotique !

N'oublions pas que notre mouvement, qui doit nous fédérer tous, est appelé également à soutenir et à accompagner la lutte de nos compatriotes qui sont sur terrain, à Kinshasa et à travers les villes combattantes de la République ! Il y a tant de jeunes molestés, des politiciens de l'opposition, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes en prison afin de les empêcher d'encadrer la population. Car, tout cela est connu, comme stratégie du pouvoir : « *Chasser le berger et les brebis seront dispersées !* ».

Alors, allons-nous continuer à errer partout dans le monde, sans chercher à sauver et retrouver notre Patrie ? Que non ! Ainsi, notre démarche est un défi à relever, car elle est une réaction à l'expiration du mandat de Joseph Kabila qui, de surcroît, refuse de remettre le tablier au peuple, de qui vient le pouvoir. En se comportant comme il le fait, Joseph Kabila est un usurpateur de pouvoir, nous ne pouvons plus l'accepter.

Voilà pourquoi nous voulons tout simplement reprendre ce qui nous revient de droit et ainsi recouvrer notre souveraineté et notre dignité en tant que peuple, tel que stipulé dans l'article 5 de notre Constitution.

In fine, notre démarche citoyenne ne viole en rien notre Constitution, bien au contraire, elle lui restitue son autorité, restaure le droit du peuple à l'autodétermination reconnue dans la Charte des Nations-Unies et dans les principes généraux du droit auquel notre Constitution souscrit.

Reprenons donc le flambeau laissé par les Pères de l'indépendance, rallumons en nous le feu révolutionnaire qui brûlait dans leur cœur, de notre héros national Patrice Emery Lumumba et n'oublions jamais le sang versé par tous nos martyrs. Enfin, n'éteignons pas la flamme de l'espérance qui fait vivre encore nos frères politiciens jetés injustement en prison.

CONTACTS

Athanase MAPESSA, Coordonnateur Général – E-mail : mdi.rdc@hotmail.fr – GSM : 0032 493 10 93 12



CONSEIL NATIONAL POUR LA TRANSITION CITOYENNE EN RD-CONGO

Acculés par ce lourd héritage, nous devons nous organiser au plus vite, pour aller les libérer afin qu'ils nous rejoignent dans cette ultime bataille pour le Changement radical du pays. Concrètement, nous vous invitons urgemment à participer au Mouvement citoyen dénommé « CONSEIL NATIONAL POUR LA TRANSITION CITOYENNE EN RD CONGO, C.N.T.C. en sigle », dont le siège se trouve provisoirement à Bruxelles, en vue de la mise en place du Gouvernement de Transition citoyenne.

Le Gouvernement de Transition citoyenne aura les objectifs prioritaires ci-après :

1. la restructuration des institutions politiques et sécuritaires ;
2. la maîtrise de la mobilisation des recettes des finances publiques ;
3. la rigueur dans la gestion budgétaire des dépenses de l'Etat ;
4. la restauration des outils de développement socio-économique ;
5. la mise en place des mécanismes sociaux de redistribution équitable de richesses ;
6. l'organisation des élections réellement démocratiques.

Les autres priorités, qui sont transversales sur toute la structure gouvernementale et à tous les programmes de Gouvernement, seront constituées par la mise en place d'un socle socio-culturel basé sur :

1. la lutte contre les antivaleurs (la corruption, l'injustice, le favoritisme, le tribalisme...);
2. la restauration des valeurs morales (l'éthique, l'intérêt général) et de la dignité de l'homme et de la femme congolais afin de leur permettre de vivre, d'agir et de s'épanouir ;
3. la protection et la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel.

La restauration de la paix sur tout le territoire et de la sécurité pour tous doit être la première priorité du Gouvernement de transition citoyenne, car c'est le gage de la réalisation de tous les autres programmes de développement socio-économique, d'application des droits humains et des obligations démocratiques et citoyennes.

En effet, le Gouvernement de Transition citoyenne devra, préalablement, stabiliser la situation sécuritaire et économique du pays, poser les bases solides d'un véritable Etat de droit pour éviter la répétition de la situation actuelle et organiser des élections démocratiques dans un délai raisonnable.

Que Dieu bénisse le Peuple congolais et donne la paix à notre pays.

Fait à Bruxelles, le 25 décembre 2017

POUR LA COORDINATION GENERALE DU CONSEIL NATIONAL POUR LA TRANSITION CITOYENNE EN RD-CONGO

BAMBA di LELO
Docteur en Sciences politiques de l'UCL

Athanase MAPESSA
Président de Dynamik Congo & Alliés

CONTACTS

Athanase MAPESSA, Coordonnateur Général – E-mail : mdi.rdc@hotmail.fr – GSM : 0032 493 10 93 12